

le socialisme est quelque chose de si merveilleux, si nous devons tous toucher un chèque chaque mois simplement pour le privilège d'être canadiens, pourquoi n'a-t-on rien prévu en ce sens aux États-Unis, pays où l'on jouit du niveau de vie de loin le plus élevé du monde entier?

On peut se plaindre de bien des choses en pensant à nos amis des États-Unis. Il est vrai qu'ils n'ont pas tellement bien réussi dans certains domaines, mais il y a une chose que nous ne pouvons critiquer: leurs normes de vie, les plus élevées de l'univers et qu'ils ont atteintes sans recourir à ce que j'appelle—un mot horrible—le socialisme.

Comment pouvons-nous aider nos pauvres qui vivent au seuil de la pauvreté, monsieur l'Orateur? Je dis que nous allons y arriver en les instruisant, et nous les instruisons. Aujourd'hui, plus d'enfants que jamais fréquentent nos universités et nos écoles professionnelles. Ils seront de meilleurs citoyens, équipés pour entrer dans le monde et y gagner leur vie.

• (5.00 p.m.)

A mon avis, c'est comme cela qu'il faut voir la question. Le Canada se place au deuxième rang par sa superficie et il faut assurer les services voulus à ses citoyens de Vancouver à Terre-Neuve. Malgré une population modeste nous avons obtenu de très beaux résultats, mais je ne crois pas que nous pourrions jamais progresser du point de vue économique si nous permettons aux gens de rester les bras croisés et de toucher un chèque tous les mois, qu'ils soient capables ou non de travailler, ou bien, si, comme le suggère le parrain de la motion présentée à la Chambre, nous imprimons tout simplement des billets de banque. Une telle philosophie n'est certainement pas saine.

[Français]

M. André Fortin (Loitbinière): Monsieur l'Orateur, depuis la présentation de la motion de l'honorable député de Shefford (M. Rondeau), visant à proposer au gouvernement un système de distribution de la production en vue d'assurer plus de justice sociale, j'ai écouté avec intérêt les discours des députés de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler), d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) et de Bruce (M. Whicher).

J'ai surtout été frappé par les discours—si l'on peut appeler cela des discours—de mon préopinant, le député de Bruce, et du député d'Edmonton-Ouest.

Ces deux députés, l'un rouge et l'autre bleu, sont d'accord pour dire la même chose au lieu d'avoir l'honnêteté d'étudier le fond de la

[M. Whicher.]

question. Ces deux députés n'ont pour tout intérêt que de tourner au ridicule une chose qu'ils ne connaissent ni ne comprennent, se refusant même à l'étudier.

Et ce qui est encore plus ridicule, c'est que l'honorable député qui vient de reprendre son siège disait: J'ai beaucoup de sympathie, beaucoup d'estime pour les pauvres du Canada, à l'exemple du député d'Edmonton-Ouest.

Peu après, il disait qu'il n'y avait pas de pauvres au Canada et que si on le comparait à d'autres pays, le Canada était en excellente posture.

Monsieur l'Orateur, je me demande si le même député aurait le courage d'aller répéter aux deux millions d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada ce qu'il vient de dire ici. Je me demande s'il aurait le courage d'aller dire aux 350,000 femmes et aux millions d'enfants du pays qui touchent des allocations d'assistance publique qu'il n'y a pas de pauvreté au Canada.

Je me demande s'il aurait le courage de reconnaître qu'au nombre des 3,600,000 familles urbaines du pays, il n'y en a qu'une sur cinq qui touche moins de \$3,000 par année. Je me demande si, pour lui, le fait que plus de 160,000 familles rurales gagnent moins de \$3,000 par année ne signifie pas la pauvreté.

Peut-être que pour lui cela ne constitue pas une injustice sociale, que cela est normal et souhaitable. Après ce qu'il vient de dire, j'en conclus qu'il se fait le complice du système d'injustices criantes que nous connaissons au Canada.

Monsieur l'Orateur, il était de mon devoir de participer à ce débat et d'essayer d'être plus réaliste que les deux députés qui tentaient, il y a un moment, de faire la lumière sur ce sujet et d'exposer le point de vue du Crédit social sur les problèmes auxquels se heurte actuellement le Canada.

Nous sommes aujourd'hui en présence d'un paradoxe au sein de notre société dite «de consommation». Point n'est besoin d'étudier longtemps cette société pour constater que depuis plus de 20 ou 30 ans, nos gouvernements, à tous les niveaux, ont insisté sur la production. Cet effort collectif explique comment notre production, d'artisanale qu'elle était, est devenue très vite et à grand renfort d'investissements individuels et collectifs, une production industrielle.

Nous constatons également que le progrès ne s'est pas arrêté là, mais que la production industrielle emploie de moins en moins de main-d'œuvre, car les développements technologiques ont progressivement remplacé l'homme, ce qui entraîne certains problèmes que j'énumérerai très rapidement.